

Direction Territoriale EST  
Service Territorial Voirie et Réseaux  
72, rue Henri Barbusse  
93308 Aubervilliers Cedex  
Tél : 01.71.86.36.93  
Mail : DTest.arretesAUB.LAC@plainecommune.fr  
MB/VM

**ARRETE TEMPORAIRE  
ACT2023AUB - 469**

portant réglementation du stationnement

**du 36 au 38 rue des POSTES - 93300 AUBERVILLIERS**

**LE MAIRE,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

**VU** le Code pénal

**VU** le Code de la route et notamment l'article R. 417-10

**VU** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

**VU** la délibération du 12 décembre 2002 déclarant d'intérêt communautaire l'ensemble de la voirie du territoire de la communauté d'agglomération Plaine commune à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003, mais sans qu'il y ait transfert des pouvoirs de police du Maire

**VU** l'arrêté de délégation du 22 juillet 2020

**CONSIDÉRANT** que la SOCIETE FRANCAISE DE DEMENAGEMENT INTERNATIONAL 61 rue de la Bongarde 92230 GENNEVILLIERS représentée par Madame Maryem SHER, va procéder à un déménagement, du 36 au 38 rue des POSTES - 93300 AUBERVILLIERS, le 15 septembre 2023, et qu'il est nécessaire d'arrêter la réglementation temporaire appropriée du stationnement, afin d'assurer la sécurité publique des usagers.

**ARRETE**

**Article 1**

Le 15/09/2023, le stationnement des véhicules est interdit du 36 au 38 rue des POSTES - 93300 AUBERVILLIERS. Le non-respect de ces dispositions est passible de mise en fourrière immédiate.

L'accès des véhicules et des piétons aux propriétés riveraines sera maintenu en permanence par des moyens adaptés.

## **Article 2 : Signalisation et sécurisation**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place et entretenue par le demandeur pendant toute la durée de l'évènement.

Cet arrêté doit être affiché 48 heures avant le début de l'évènement par le demandeur.

Il est révocable à tout moment.

Toutes les mesures devront être prises pour protéger les usagers du domaine public.

Le bénéficiaire est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des incidents ou accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'évènement ou de l'installation de ses biens mobiliers.

## **Article 3 - Autres obligations administratives**

Cet arrêté ne vaut pas autorisation d'occupation du domaine public pour les installations en surplomb, sur ou sous le domaine public. Le bénéficiaire devra en faire la demande indépendamment le cas échéant.

De même, le bénéficiaire doit laisser l'accès, par quelque moyen que ce soit, aux installations de sécurité et de protection civile.

## **Article 4 - Responsabilité**

Si le technicien du service Voirie de Plaine commune, constatait un manquement au niveau de la sécurité ou de la propreté de l'espace occupé par son activité ou de ses proches alentours, ce dernier pourra intervenir pour faire stopper immédiatement le déroulement de l'évènement jusqu'à mise en conformité.

De même, dans le cas où le bénéficiaire ne respecterait pas les prescriptions techniques définies précédemment ou pour tout dégât occasionné au domaine public, le demandeur sera mis en demeure de remédier aux dégradations, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge de l'entreprise. Toute infraction au présent arrêté sera constatée par procès verbal et les contrevenants pourront être poursuivis conformément à la loi.

## **Article 5 - Recours**

Le présent arrêté est opposable aux tiers dès sa publication.

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, il pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès de la juridiction administrative compétente, dans les deux mois qui suivent sa notification ou sa publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

**Article 6 - Diffusion**

Ampliation sera adressée à :  
SOCIETE FRANCAISE DE DEMENAGEMENT INTERNATIONAL ainsi qu'à tous les agents de  
la force publique, chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté,  
qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Aubervilliers, le -7 SEP 2023

Pour Le Maire et par délégation,

  
  
Damien BIDAS  
le 7<sup>ème</sup> Adjoint délégué

